

Jean-Paul Gautier

Docteur en sciences politiques. A publié en 2002 aux Éditions Syllepse, *La Restauration nationale : un mouvement royaliste sous la V^e République*, préface de Nonna Mayer.

Les héritiers de l'Action française

Reconstituée après la Libération sous le nom de Restauration nationale, l'Action française n'est plus aujourd'hui que l'ombre de ce qu'elle fut à l'époque de Maurras et Daudet. Pour autant, si la mouvance royaliste est aujourd'hui minée par des scissions à répétition et figée dans le ressassement perpétuel de l'idéologie maurrassienne, elle n'en a pas moins formé politiquement plusieurs cadres de l'extrême droite et constitué une source d'inspiration pour le Front national.

La plupart des études consacrées à l'extrême droite depuis 1945 ne traitent que ponctuellement du royalisme, négligeant les caractères propres au royalisme pour les noyer dans la nébuleuse d'extrême droite. D'autre part, le monde royaliste connaît depuis la Libération une telle dispersion qu'on peut parler de galaxie royaliste. Dans l'extrême droite française, composite, multiforme, l'Action française tient une place particulière, tant par sa spécificité que par les caractères intrinsèques du mouvement. Ce qui fait dire à Pierre Pujo, responsable du mouvement, que « L'AF est inclassable ». Petit groupe fondé en 1898, doté en 1905 d'un Institut puis d'une ligue militante, l'Action française a donné son nom en 1908 à un célèbre quotidien. Entre-temps de républicaine, elle était devenue royaliste sous l'impulsion de Charles Maurras (responsable de l'élaboration et des choix doctrinaux) et regroupait autour de ses fondateurs (Maurice Pujo, Henry Vaugois) des collaborateurs tels Léon Daudet et Jacques Bainville. Le quotidien qui dure jusqu'en 1944 et dont l'impact a été énorme semble incarner à lui seul le mouvement. C'est le journal qui assure la solidité de l'ensemble et surtout de la troupe de ceux qui se disent « d'AF ».

L'Action française fut au cœur des bouleversements et des crises qui marquèrent la première moitié du vingtième siècle français et européen. On ne peut négliger son poids politique, son rôle dans certains événements majeurs, ni surtout le redoutable pouvoir de pénétration et de fascination de ses idées. Elle a été essentiellement un mouvement conservateur et extrémiste tout à la fois, se réclamant de la contre-révolution et cherchant dans le traditionalisme

un encouragement à l'action violente : un « traditionalisme musclé » pour reprendre l'expression de Pierre Milza. Son influence s'est fait sentir bien au-delà des stricts cercles de sympathisants pour toucher de larges couches de l'opinion. Elle a fourni à la droite une philosophie délibérément réactionnaire. Née des retombées de l'affaire Dreyfus, elle disparaît avec elle de la guerre de 1939-1945. C'est en fait un des principaux mouvements représentatifs et porteurs de la contre-révolution en France.

Maurras l'idéologue

L'Action française perd son rôle dans la vie politique française en même temps qu'elle perd son quotidien. Cependant, elle reste une école de pensée d'une doctrine politique qui survit à la mort de Maurras en 1952. La démarche de Charles Maurras a marqué l'histoire intellectuelle de notre pays et s'est voulue une tentative globale d'explication. La pensée de Maurras a joué un rôle capital et on est maurrassien avant d'être royaliste. L'AF représente une forme d'hégémonie (au sens gramscien) dans certains milieux politiques. Maurras n'a rien inventé. Sa construction dogmatique est une synthèse de courants historiquement différents, souvent même contradictoires (abbé Barruel, Bonald, Maistre, Le Play, Taine, Renan, Comte, Fustel de Coulanges, la Tour du Pin...). Il a su fondre ces éléments disparates en un système apparemment logique et cohérent : « un conglomérat royaliste ». Charles Maurras a proposé une greffe originale, celle de la contre-révolution sur le nationalisme. Fondamentalement antidémocratique, refusant l'idéologie républicaine, s'appuyant sur l'empirisme organisateur et le nationalisme intégral et voulant restaurer un État monarchique (traditionnel, héréditaire, antiparlementaire, décentralisé, dont l'héritier appartient à la maison d'Orléans), le système a joué un rôle décisif dans le déplacement du centre de gravité du nationalisme français de la gauche vers la droite (Raoul Girardet). L'AF est la formation d'extrême droite la plus ancienne. Elle a pu « servir d'abcès de fixation à la purulence antidémocratique » (Michel Winock). La catastrophe politique de Charles Maurras n'a pas anéanti l'influence du Maurras doctrinaire. Le courant d'idées maurrassien demeure une constante dans le milieu nationaliste français et a influencé de manière plus ou moins diffuse bon nombre de militants qui ont rejoint d'autres familles de « l'opposition nationale », des milieux catholiques traditionalistes (abbé de Nantes et la contre-réforme catholique) et de la droite conservatrice classique (Philippe de Villiers). Beaucoup ont effectué un « stage à l'AF ».

L'héritage de l'Action française : la Restauration nationale.

L'héritage de l'AF et des Camelots du roi est revendiqué, avec toutes les apparences de la légitimité, par l'hebdomadaire *Aspects de la France* (AF) lancé en

1947 et à partir de 1955 par le mouvement la Restauration nationale. Au cœur de la remontée de l'extrême droite en milieu étudiant autour de l'anticommunisme, de l'Indochine, de la CED et de l'impuissance du régime de la IV^e république, l'AF joue un rôle essentiel dans les années 1950, même si elle ne fut pas le seul mouvement, si sa puissance n'est plus comparable à celle de l'avant-guerre et un rôle moteur dans la lente renaissance des groupes nationalistes dès le lendemain de la Libération. Fidèle à Pétain, favorable à l'Algérie française, elle a appelé à voter « oui » lors du référendum de 1958, considérant le retour de De Gaulle comme un moindre mal. Dès 1959, la rupture avec le chef de l'État est consommée. La Restauration nationale choisit le « camp des patriotes » contre celui des « bradeurs ». Elle apporte son soutien logistique à l'OAS-Métro de Pierre Sergent. À l'élection présidentielle de 1965, elle se range derrière la candidature de Tixier-Vignancourt. En mai 1968, elle développe une active propagande, considérant que la crise met en lumière les « vices » du régime républicain (« la République à la voirie »), incapable de saisir les « aspirations du pays réel », et que la seule solution pour sortir le pays du chaos est la monarchie et le rappel du comte de Paris. Elle enregistre de nombreuses adhésions, en particulier son secteur jeune, dans l'immédiat après-68. Il s'agit de « royaliser la contestation ». Fin 1969 elle s'oppose à Pompidou (héritier du gaullisme) et à Poher (« européiste »). À partir de 1974, secoué par deux scissions (la Nouvelle Action française de Bertrand Renouvin et la Fédération des unions royalistes de France), le mouvement royaliste, après avoir soutenu la candidature de Jean Royer, combat la politique de Giscard d'Estaing accusé de « faire le lit du socialisme ». Deux aspects sont particulièrement dénoncés : la politique européenne du nouveau locataire de l'Élysée et la loi Veil (réactivant pour l'occasion son « antisémitisme intégral »). Les années 1980, après l'élection de François Mitterrand, voient la relance de la RN autour du secteur jeune, la « génération Maurras » : manifestation contre la loi Savary, campagne contre le droit de vote des immigrés, défense de la « Calédonie française », commémoration du millénaire capétien, actions musclées contre le centenaire de 1789, opposition à la guerre du Golfe, au développement de la construction européenne, à la réunification allemande (antigermanisme classique de l'AF élaboré par Maurras) qui menace de transformer la France en « vassale de l'Allemagne » (thématique proche de celle développée par Jean-Pierre Chevènement). Ce regain d'activisme est porteur des futures crises internes.

En politique intérieure la RN combat pour le retour de la monarchie et prononce une condamnation absolue de la démocratie parlementaire et de la République (la « gueuse »), convaincue que les institutions existantes compromettent l'avenir et la sauvegarde de la communauté nationale (cf. Mayotte et Anjouan), elle se considère chargée d'une mission de « salut public ». En politique exté-

rieure, elle défend la « seule France » contre l'Union européenne, rejoignant les souverainistes (le traité de Maastricht est un « agent de la dislocation de la France », le Parlement européen un « carrefour des internationales partisans »). Elle entend défendre l'identité, la nation et lutter contre « l'abdication nationale ». Elle participe depuis 1998 à une structure unitaire, « l'Alliance pour la souveraineté française », et au conseil national souverainiste (avec des vieux gaullistes comme Jean Foyer). Elle applique aussi sa tactique de « compromis nationaliste » (alliances ponctuelles avec un objectif précis) tout en gardant comme objectif « la royalisation du pays » (Charles Maurras).

L'actualité du maurrassisme

Actuellement le maurrassisme représenté par la RN se trouve hors du champ politique, sa problématique est datée, son apologétique monarchique est hors-jeu de la problématique politique présente. La traçabilité maurrassienne se retrouve dans certaines fractions du mouvement national-populiste. La thématique maurrassienne transparaît dans l'idéologie du Front national et dans le courant national-catholique (Bernard Antony).

En 1998, le très néodroitiste « Première ligne » (bulletin FNJ Paris) fait ouvertement référence à Maurras dans l'article « La région au service de la nation ». Maurras a fait le lien entre la partie locale (région) et la patrie comme la France. L'idée nationale frontiste puise sa source dans ce creuset idéologique. Jean-Yves Le Gallou s'inspire de la même référence idéologique dans une brochure FN : « La bataille des régions de France de 1986 à 1996 ». Faisant le bilan de l'action des élus frontistes dans les conseils généraux, il définit la région comme une « petite patrie » qui « ne s'oppose pas à la nation. Elle y mène ou elle y ramène ». La « petite patrie » correspond aux « petites républiques » de Maurras c'est-à-dire les communautés publiques. Comme l'Action française, le Front national peut se dire « régionaliste de cœur et de raison » et développer une conception du régionalisme comme une réponse politique au problème du « déracinement des hommes » et du « nivellement des cultures ». Prolongeant la pensée de Maurras lorsqu'il déclarait que « tout ce qui est national est nôtre », le FN peut affirmer que « tout ce qui est identitaire est nôtre ».

En utilisant des thèmes empruntés à Charles Maurras, Jean-Marie Le Pen s'autoproclame le principal défenseur de « l'identité française » face au cosmopolitisme, à la décadence et à un supposé ennemi intérieur (immigrés). Même si, à l'opposé de l'orthodoxie maurrassienne, Le Pen se réclame de la démocratie plébiscitaire et si le FN développe le culte d'un chef en relation directe avec le peuple (« Le Pen, le peuple »). Cette conception d'un pouvoir autonome avait obtenu en son temps les faveurs d'un Maurras, admirateur du fascisme mussolinien¹ mais surtout des dictatures salazaristes et franquistes.

Jean-Marie Le Pen récupère également d'autres points forts de la thématique maurrassienne, en particulier la xénophobie, le binôme « Pays légal, pays réel » et la question de l'immigration. À travers le discours anti-égalitaire lepéniste sont repris textuellement la dénonciation des « Quatre États confédérés », les attaques contre les Droits de l'homme et la systématisation d'un « lobby cosmopolite », de la « fortune anonyme et vagabonde », d'une « internationale juive ». En août 1989, à l'université d'été du FN à La Baule, Carl Lang se réfère à « l'empirisme organisateur » qui oppose la nature humaine qui a fixé un « ordre naturel des choses » à l'égalité qui « n'existe pas naturellement³ ». Abordant la question de la nation, Carl Lang considère certes qu'elle s'est créée politiquement en se séparant de la monarchie au moment de la Révolution, mais il insiste sur le fait que ce sont les rois qui sont la matrice de la nation française. Selon la formule chère à l'AF, « les quarante rois qui ont fait la France ». À travers ses dénonciations de « l'établissement », Le Pen ne fait qu'actualiser le concept maurrassien opposant le « pays légal au pays réel ». Dans *L'Enquête sur la monarchie*, Charles Maurras définit le « pays légal » comme le monde politique et le « pays réel » comme celui « qui travaille et ne politique pas ». Le « pays réel » est ce sur quoi le « pays légal » vit en parasite : c'est-à-dire la société civile, l'ensemble des forces vives de la nation. C'est en termes lepénistes « l'établissement qui vit aux crochets du peuple ».

L'utilisation de l'immigration comme « fonds de commerce » (Jean-Yves Le Gallou) n'est qu'une adaptation à l'actualité de la pensée de Maurras. La stigmatisation de l'immigration remplace l'antisémitisme. Il suffit de désigner un bouc émissaire⁴. Concernant l'accueil et le droit des étrangers, Le Pen peut faire sien cet article publié dans *L'Action française* du 6 juillet 1912 : « Nous avons le droit absolu de faire nos conditions aux nomades que nous recevons sous nos toits et nous avons aussi le droit de fixer la mesure dans laquelle se donne une hospitalité que nous pouvons ne pas donner. »

Ponctuellement, le FN reprend à son compte la tactique de « compromis nationaliste ». Ce compromis nationaliste a également une fonction interne. Il permet à Le Pen de fédérer les différents courants dans le FN : nationaux-catholiques, solidaristes, païens.

Ainsi dans l'actuelle résurgence du maurrassisme la RN semble quelque peu hors-jeu. La référence au monarchisme a été réduite à néant par le mouvement frontiste qui a relancé un nationalisme autoritaire et d'exclusion, héritier du XIX^e siècle et de l'affaire Dreyfus. Le nationalisme ethnocentrique d'un Le Pen reflète l'accentuation d'un des points majeurs du nationalisme. En résumé, il est possible de suivre Nonna Mayer lorsqu'elle emprunte une citation à Raymond Boudon : « Comme les champignons dans les sous-bois, les idéologies qui paraissent le plus définitivement enterrées sont toujours prêtes à reparaître à la moindre averse. »

Où en est l'Action française ?

La doctrine élaborée par Charles Maurras est considérée comme dogme immuable duquel il n'y a rien à retrancher. Les rédacteurs d'*Aspects de la France* et les dirigeants de la Restauration nationale se drapent dans leurs certitudes éternelles : « *L'AF 2000* [nouveau titre du journal], continue et illustre la pensée de Maurras. Il y a cinquante ans, le grand débat était entre Marx et Maurras... Aujourd'hui, Marx est mort, le communisme s'est effondré, mais Maurras est toujours vivant. » Il convient de préserver l'orthodoxie du « maurrassisme intégral ». *Aspects de la France* est l'expression même de la foi maurrassienne. Le lire, c'est relire les mêmes leçons, les mêmes attaques inaltérables contre la démocratie parlementaire, l'Allemagne, l'Europe : un discours stéréotypé. Selon Philippe Ariès, *Aspects* « est un réduit où les plus formels, les plus désuets de l'idéologie maurrassienne achevaient de mourir ». Philippe Burrin affirme que l'AF est devenue « un objet d'antiquité qui prenait la poussière sur les rayons des historiens ». On conçoit mal qu'un système élaboré dans et pour une France rurale et stable (soubassement social du début du XX^e siècle) peut encore signifier dans une France fortement urbanisée et industrialisée, ancrée dans la mondialisation. Ayant perdu tout espoir de voir se réaliser ses vœux, le mouvement a explosé en de multiples chapelles, toutes plus impuissantes les unes que les autres. Divisés sur le choix des institutions de la future monarchie et sur la personne du Prince chargé de les incarner, les royalistes se regroupent dans une myriade de groupements de plus en plus insignifiants, chacun ruminant sa propre vérité. Cette division n'est pas nouvelle. Il y a toujours eu des royalistes, tels Bernanos, pour réfuter les thèses maurrassiennes. Il y a toujours eu des royalistes, tels les légitimistes, pour refuser de se rallier aux Orléans. Le carcan idéologique dans lequel se meut la RN lui permet certes de tenir le cap en période difficile, mais en retour, elle se trouve coupée de toute perspective d'évolution et incapable de peser réellement sur la vie politique (sauf pendant la guerre d'Algérie). Dès que des militants, en particulier des jeunes, ont voulu ou veulent « redécouvrir Maurras » à la lumière des événements récents et se dégager d'un maurrassisme obsessionnel, ils se sont heurtés et se heurtent toujours à la rigidité dogmatique de la direction car « l'AF a toujours raison ». Surtout quand le mouvement est identifié à ses seuls dirigeants. Les quelques tentatives de jeunes maurrassiens pour tenter d'exercer un droit d'inventaire, pour renouveler le discours, ont débouché soit sur des crises et des scissions, avec dans le cas de la Nouvelle Action française, devenue la Nouvelle Action royaliste, une volonté totale de refondation qui a entraîné une rupture complète avec le maurrassisme, soit sur des départs individuels, mais en nombre dans les années 1990. La RN développe des prises de position convenues, se livre à des répétitions de slogans de l'AF des années 1930 et des commémorations tous azimuts. La direction semble profond-

dément et durablement marquée par le « syndrome nafiste ». Elle a tendance à bloquer toute velléité de rénovation. Elle contrôle étroitement son principal moyen d'expression politique (*AF 2000*) qui ne doit sa survie qu'à une souscription permanente.

La vocation de « salut public » du mouvement royaliste se concrétise autour de deux objectifs : sauver la France des conséquences néfastes de la politique républicaine (« L'enfant de l'abominable révolution : la république, n'est pas améliorable ») en la terrassant, ce qui implique nécessairement pour les maurrassiens d'atteindre le deuxième objectif salutaire, la disparition de la République et le retour sur le trône de l'héritier de la maison de France. Tâche compliquée par le Prétendant qui, lui, compte arriver au pouvoir non pas en s'appuyant sur ses fidèles partisans mais par des voies légales. Un tel programme ne peut déboucher que sur une impasse et un constat d'échec à trois niveaux : échec d'un projet politique (« l'actualité de la monarchie »), échec idéologique, à nuancer cependant par le maurrassisme diffus présent dans certains courants d'extrême droite, et un échec organisationnel (crises à répétition, décision de justice à la suite de la dernière scission lui interdisant l'appellation RN : le mouvement s'appelle désormais Centre de propagande d'Action française).

La RN souffre d'une carence d'élaboration, d'incapacité à proposer un contre-projet crédible, d'un manque d'emprise sur la réalité politique, d'un manque d'espace et de visibilité politiques. Cette faillite traduit le décalage entre d'un côté le monde virtuel maurrassien et de l'autre le monde réel. Échec de ce « parti royaliste archéologique débris » (Maurice Clavel). Il y a impossibilité de concilier une vision traditionnelle de l'homme et de la politique dans un monde gagné par la modernité démocratique et d'espérer un recours incantatoire et miraculeux d'une monarchie bonne à tout faire. La RN n'a jamais menacé la République que dans les rêves de ses dirigeants et dans ceux des rédacteurs d'*Aspects de la France*. Comme Maurras, elle a reporté l'éventualité « d'un coup de force » (comme l'AF le 6 février 1934) et l'arrivée d'un chimerique monarque aux calendes grecques. Pour reprendre l'expression de Bertrand Renouvin, il y a « un royalisme de cimetière », une manière de vivre l'angoisse de la décadence et la haine de la modernité fort bien représentées par la RN. La culture politique de Maurras et de ses héritiers est essentiellement tournée sur le passé. Maurras a été un défenseur d'une citadelle assiégée, il a développé une méditation sur la décadence. L'action royaliste s'inscrit dans une logique de disparition. Le royalisme organisé, auquel appartient la RN, et qui a déclaré la guerre à « la religion démocratique », selon l'expression de Maurras, est appelé à se dissoudre dès que l'objectif de la restauration monarchique est atteint. Le retour des monarchies en Europe, ces dernières décennies (Espagne), est aux antipodes de la conception d'AF.

Si tout le nationalisme français se caractérise par un mouvement de repli cette tendance touche au paroxysme dans l'interprétation qu'en a donné le maurrassisme. Le système se voulait empirique et s'est finalement dégradé en une sorte de dogmatisme rigide, à la gestion « sénaculaire de l'icône maurrassienne » (B. Goyet).

- 1 Charles Maurras écrivait : « Dans une certaine mesure, le fascisme italien, anticapitaliste, antirépublicain (jusqu'en 1943) offre certains rapports avec nos idées. Rapports très limités : le fascisme mussolinien est profondément étatiste centralisateur. Nous sommes le contraire. »
- 2 Cette thématique était présente en 1954 dans les attaques de l'AF contre Pierre Mendès France : « La France soumise à la dictature juive, au juif Mendès tout frétilant de souffrance. »

- 3 Pour Maurras « l'égalité n'existe qu'au cimetière », pour Léon Daudet « l'égalité c'est le néant. »
- 4 Charles Maurras écrit dans *L'Action française* du 28 mars 1911 : « Tout paraît impossible ou affreusement difficile sans cette providence de l'antisémitisme. Par elle tout s'arrange, tout s'aplanit, se simplifie. Si l'on n'était pas antisémite par volonté politique on le deviendrait par simple sentiment de l'opportunité. »